



**Daniel GOULET**

52 ans, né dans le Perche,  
marié, père de famille.

Ancien Instituteur Libre

Ancien Combattant en Extrême-Orient,  
porteur de citation militaire.

Maire du MELE-SUR-SARTHE, président de  
la première Commission Régionale de  
Basse-Normandie, chargée des affaires  
scolaires, sanitaires et sociales, sportives  
et culturelles.

Médaillé de la Jeunesse et des Sports.

Madame,  
Mademoiselle,  
Monsieur,



**Pierre BOURBAN**

51 ans, né à La Sauvagère,

marié, père de six enfants.

Agriculteur.

Maire de LA SAUVAGÈRE.

Rarement, une élection législative aura revêtu une importance aussi capitale.

L'accession au Pouvoir de François MITTERRAND dont la carrière s'est faite contre le Général de GAULLE et la V<sup>e</sup> République ; la dissolution, aujourd'hui, de l'Assemblée Nationale, la nomination, demain, des communistes au gouvernement ouvrent une ère de graves incertitudes politiques.

Ces incertitudes sont à l'image du flou volontaire qui a entouré hier la campagne présidentielle du candidat socialiste et aujourd'hui des candidats socialo-communistes au Palais Bourbon. Ni les uns ni les autres ne font précisément référence au Projet Socialiste — un projet qu'ils devront appliquer demain, s'il fallait d'aventures que la majorité leur soit accordée — et dont on tente, aujourd'hui, de cacher aux Français les dangers.

Cette consultation doit donc être placée sous le signe de la VÉRITÉ et de l'honnêteté politique. Il n'est donc pas inutile que toutes les catégories de Français directement concernées prennent pour chacune d'elles, l'exacte mesure des dispositions qui lui sont réservées.

— La redéfinition du statut de « l'exploitation agricole » conforme à l'idéal autogestionnaire ainsi que la répartition des sols assurée par des offices fonciers.

— La marche des entreprises remise à des Comités ayant droit de contrôle et de veto.

— Les salariés affectés par un service public de l'emploi et inscrits dans les grilles uniques de classifications.

— Les commerçants menacés par la création de « magasins tests ».

— La confiance, ressort de l'épargne et de l'investissement, minée par les spoliations et les mesures dirigistes.

— L'inquisition et la pression fiscale renforcées.

— L'école unique et politisée devenue « le lieu d'apprentissage de la démocratie autogestionnaire », ce qui préjuge de la disparition de l'enseignement privé.

— La famille désunie par le droit de recours reconnu aux enfants et « la libération des mœurs concernant la sexualité des mineurs ».

— L'unité nationale compromise par le droit de vote reconnu aux étrangers dans les élections locales et l'autonomie régionale.

— L'indépendance nationale balayée par la mise en cause de notre programme énergétique.

— L'unité nationale menacée par l'institution politique des régions et la création des syndicats de soldats dans notre défense.



A l'évidence, il nous faut faire barrage à une telle politique.

INFORMER, dire la VÉRITÉ, sensibiliser une opinion déconcertée ; ce n'est ni agiter l'épouvantail de la peur, ni provoquer la querelle ou le mensonge, c'est tout simplement mettre au grand jour la réalité des choses et surtout, tenter de faire prendre à chacun ses responsabilités.

DÉNONCER, CRITIQUER, nous paraît donc nécessaire ; mais, proposer donc construire, est tout autant indispensable. C'est ce que nous faisons en présentant cette voie nouvelle de propositions et d'actions qui tiendra compte des incompréhensions, des déceptions et des erreurs du passé ; mais surtout des réalités et des problèmes du temps présent.

Rompre avec certaines méthodes que nous n'avons cessé de dénoncer et sur lesquelles nous n'avons prise jusqu'alors, c'est en tirer l'enseignement.

J'entends m'y employer au sein de l'Union pour la Nouvelle Majorité et aux côtés de Jacques CHIRAC.

Avec eux, je propose de nous appuyer sur l'espoir, la confiance, et la liberté, seules armes adaptées au défi de la crise économique.

Avec eux, avec vous, je veux une agriculture conquérante, une industrie plus forte et plus compétitive, le renouveau de l'entreprise individuelle — toutes enfin libérées des carcans financiers et bureaucratiques — une fiscalité qui soit l'instrument de l'équité sociale, et d'une nouvelle croissance, un franc fort, une politique nouvelle au service de l'emploi, de la famille, de la dignité des travailleurs et des plus déshérités : une FRANCE respectée et écoutée dans le Monde.

Je connais bien nos problèmes nationaux, et ceux, plus spécifiques à notre Région, à notre département.

Je propose pour L'ORNE, la poursuite d'actions prioritaires :

- L'adaptation de la politique agricole, notamment en matière d'élevage.
- La recherche d'emplois industriels nouveaux et diversifiés, pour équilibrer une économie qui ne peut plus être exclusivement agricole, bien que restant dominante.
- Le maintien des structures artisanales, commerciales et des professions libérales, indispensables à notre département.
- L'expansion du tourisme pour lequel notre Région a d'incomparables atouts.
- La poursuite des réalisations, des investissements éducatifs sociaux, sportifs qui font encore défaut.
- L'accroissement de l'aide aux collectivités locales.

Mon action au niveau national, au service d'une société de liberté et de responsabilité, mon rôle d'élu local et mes responsabilités à la Région, ma présence constante au milieu de vous, attestent de mon dévouement et de mon efficacité.

L'investiture unique que m'ont accordée les deux formations de la majorité parlementaire est sans aucun doute une marque de confiance qui m'autorise à être l'expression de l'Union pour la Nouvelle Majorité dans la 1<sup>re</sup> circonscription de L'ORNE.

C'est une responsabilité dont je mesure l'importance dans le contexte actuel.

Quant au bilan de mes activités parlementaires de ces dernières années — il peut être une référence — il est en tout cas la garantie de l'action que j'entends poursuivre avec la même détermination, plus particulièrement de notre circonscription qui m'a toujours accordé sa confiance.

Je ne doute pas que pour la troisième fois, vous m'accordiez vos suffrages, pour qu'ensemble, nous nous opposions d'abord à l'aventure, et que nous réalisions ces changements auxquels tous nous aspirons dans la liberté et le respect établi par notre V<sup>e</sup> République.

Personnellement, j'entends contribuer de toutes mes forces à ce renouveau,

pour que VIVE L'ORNE, POUR QUE VIVE LA FRANCE.

**Daniel GOULET**

**Député sortant**

Suppléant : **Pierre BOURBAN**

Maire de La Sauvagère - Agriculteur.